

Les répercussions du Traité de Paix du 10 février 1947 sur la frontière italo-française

Nous avons relevé dans le numéro de juin 2022 de la revue Studi Piemontesi, l'article de Aldo A. Mola qui commémore le 75^e anniversaire du Traité de Paix signé à Paris par les 20 pays alliés et la jeune République Italienne. Certes, les modifications de frontières dans les Alpes occidentales n'ont pas l'ampleur de celles que l'on observe dans les Alpes Orientales, en Vénétie-Julia ou en Istrie, à Fiume et en Dalmatie. Ici, les bouleversements des frontières aux bénéfices de la nouvelle République populaire de Yougoslavie ont entraîné l'exode de 350 000 Italiens fuyant le régime communiste de Tito. En Piémont, les rectifications consistent en des déplacements de 2 à 5 km au bénéfice de la France au col du Petit Saint Bernard, sur le plateau du Mont Cenis et au Mont Tabor-Chaberton. Elles s'accompagnent aussi d'une démilitarisation en aval des cols sur un espace de 20 km. Plus au sud, les rectifications sont beaucoup plus importantes dans la vallée de la Vésubie et dans la vallée de la Roja. La France s'empare de Tenda et de Briga, deux possessions que Cavour avait pu préserver dans ses négociations avec Napoléon III en relation avec l'alliance militaire entre le Royaume de Sardaigne et le Second Empire en prévision de la guerre d'indépendance pour l'Unité Italienne en 1859.

En avril et mai 1945, des colonnes françaises dévalèrent de la crête des Alpes et s'avancèrent le plus possible dans les vallées piémontaises suscitant la réaction des Anglo-américains qui exigèrent leur repli pour ne pas entraver la situation politiquement délicate du gouvernement issu du Comité National de Libération. La France avait quelques ambitions d'annexion surtout en Vallée d'Aoste. En mai 1946 se tient à Paris une réunion des ministres des Affaires étrangères pour préparer les traités de paix. Pour l'Italie interviennent le président du conseil et chef d'Etat Alcide de Gasperi soutenu par l'ambassadeur à Paris, le socialiste Giuseppe Saragat, ils plaident pour qu'il n'y ait pas de rectifications de frontières. Un plaidoyer en vain qui ne modifiera pas les ambitions françaises.

Le Piémont fut particulièrement affligé par cette fin de non recevoir, il faisait valoir son engagement dans la guerre de libération contre le fascisme, les terribles répressions des fascistes envers les résistants, comme le sacrifice du général Perotti, responsable militaire du CNL pour le Piémont condamné et fusillé à Turin. Il mettait aussi en valeur les multiples contacts avec les résistants français, la réunion clandestine de Chivasso en décembre 1943 qui aboutit à la Déclaration des représentants des populations alpines rassemblant des catholiques et des vaudois tels Emilio Chanoux, Gustavo Malan, Giorgio Peyronel. Leur engagement envers une Europe Unie et pour une décentralisation des pouvoirs au profit des régions, tout cela ne plaisait guère aux

centralisateurs romains et aux néo-nationalistes français. Dès mai 1944, les échanges entre résistants français et italiens se concrétisèrent lors de l'entrevue de Barcelonnette entre le sénateur Galimberti et Sapin, le représentant des combattants français. Il faut mentionner aussi l'accord de Saretto dans la Valle Maira les 30/31 mai 1944 entre Livio, Aceto, Ventre côté italien et Lippmann, Juvénal, Plantier côté français qui souscrivent à œuvrer pour 'assurer les libertés démocratiques, la justice sociale et républicaines.'

Les Italiens parlent volontiers de Diktat et d'humiliation en évoquant le Traité du 10 février 1947, il aurait pu être pire ! En fait ces petits accords locaux ne pouvaient pas avoir de poids car comme le rappelait Churchill dans son discours de Fulton en mars 1946, le monde était déjà entré dans la 'guerre froide' avec le bloc communiste et il fallait préserver l'Italie où les forces communistes étaient puissantes.